



**Approche stratégique  
de la gestion internationale  
des produits chimiques**

Distr. : générale  
13 août 2012

Français  
Original : anglais

---

**Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques**

**Troisième session**

Nairobi, 17–21 septembre 2012

Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire\*

**Mise en œuvre de l'Approche stratégique : ressources financières et techniques pour la mise en œuvre**

**Ressources financières et techniques pour la mise en œuvre  
de l'Approche stratégique**

**Note du secrétariat**

**I. Introduction**

1. Le paragraphe 24 de la Stratégie politique globale énonce les fonctions de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques. L'une d'entre elles consiste à assurer la disponibilité des ressources financières et techniques nécessaires pour la mise en œuvre de l'Approche stratégique.
2. Au paragraphe 18 de sa résolution II/3 sur les ressources financières et techniques requises pour la mise en œuvre de l'Approche stratégique, la Conférence invite toutes les parties prenantes, en particulier celles mentionnées dans la résolution, à évaluer les mesures qu'elles ont prises pour mettre en place les modalités financières de l'Approche stratégique et à faire parvenir au secrétariat un rapport sur ce sujet au plus tard six mois avant la tenue de la troisième session de la Conférence. Elle prie également le secrétariat d'établir une compilation accompagnée d'une synthèse de ces rapports, comprenant toute information supplémentaire pertinente, pour examen par la Conférence à sa troisième session.
3. Conformément à ces fonctions et suite aux discussions du Groupe de travail à composition non limitée à sa première réunion tenue à Belgrade du 15 au 18 novembre 2011, la présente note souligne les faits récents concernant les ressources financières et techniques nécessaires pour la mise en œuvre de l'Approche stratégique, notamment :
  - a) les mesures prises pour mettre en place les modalités financières de l'Approche stratégique;
  - b) les études et orientations concernant les coûts économiques et sociaux d'une gestion non écologiquement rationnelle des produits chimiques;
  - c) les efforts entrepris pour assurer la prise en compte des préoccupations concernant la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie;
  - d) l'application d'une approche intégrée du financement des activités en faveur d'une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets;

---

\* SAICM/ICCM.3/1

- e) les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et leur intérêt pour le financement de la mise en œuvre de l'Approche stratégique.

## II. Mesures que pourrait prendre la Conférence

4. Compte tenu des faits récents concernant les ressources financières et techniques, la Conférence souhaitera peut-être :
- a) étudier les moyens d'accroître l'appui fourni à l'Approche stratégique par les organismes d'aide bilatérale ainsi que les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres institutions financières internationales, régionales et sous-régionales ainsi que les organisations intergouvernementales;
  - b) analyser l'impact des activités menées actuellement en faveur de la pleine intégration des préoccupations relatives à la gestion rationnelle des produits chimiques afin de sensibiliser les décideurs politiques à la nécessité d'investir dans l'amélioration de la gestion rationnelle des produits chimiques;
  - c) envisager d'adopter une résolution sur le financement immédiat et à long terme de l'Approche stratégique sur la base d'une proposition présentée par le Directeur exécutif du PNUE (voir SAICM/ICCM.3/12);
  - d) examiner les recommandations du Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide formulées à la suite de l'évaluation à mi-parcours de ce Programme et adopter une résolution sur l'avenir du Programme;
  - e) préconiser le maintien des partenariats public-privé entre les gouvernements, l'industrie, les milieux universitaires et d'autres acteurs non gouvernementaux visant à renforcer les capacités et les techniques propres à assurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets ainsi que la mise en place d'autres partenariats public-privé innovants;
  - f) inviter les parties prenantes de l'Approche stratégique, en particulier les gouvernements, les organisations d'intégration économique régionale et les organisations intergouvernementales en mesure de le faire, de fournir des ressources pour accélérer le renforcement des capacités et compétences nécessaires à la mise en œuvre de l'Approche stratégique.

## III. Contexte

5. La section V de la Stratégie politique globale, consacrée aux considérations financières, prévoit, eu égard à l'Approche stratégique, différentes modalités financières, notamment des mesures aux niveaux national et sous-national pour soutenir le financement de la réalisation des objectifs de l'Approche stratégique; le renforcement des partenariats industriels et de la participation financière et technique de l'industrie à la réalisation des objectifs de l'Approche stratégique; l'intégration des objectifs de l'Approche stratégique dans la coopération bilatérale et multilatérale pour l'aide au développement ; l'utilisation plus efficace et la mise à profit des sources actuelles appropriées de financement à l'échelon mondial ; le soutien aux activités initiales de renforcement des capacités pour mettre en œuvre les objectifs de l'Approche stratégique; et l'appel aux gouvernements et autres parties prenantes à dégager des ressources pour permettre au secrétariat de l'Approche stratégique de s'acquitter de ses fonctions à l'appui de l'Approche.
6. Dans sa résolution II/3, la Conférence réaffirme que la réalisation, d'ici à 2020, des objectifs de la Stratégie politique globale en matière de gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie<sup>1</sup> dépend en partie du financement des diverses mesures prises à tous les niveaux et du renforcement des synergies ainsi que de la complémentarité des multiples arrangements financiers prévus pour la mise en œuvre de l'Approche stratégique.
7. La Conférence a par ailleurs reconnu la nécessité d'un financement durable, prévisible, suffisant et accessible pour les activités d'appui à la gestion rationnelle des produits chimiques et à la réalisation des objectifs énoncés dans l'Approche stratégique et a énoncé un certain nombre de mesures à prendre par les parties prenantes de l'Approche.

---

1 Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg vise, entre autres, à ce que, d'ici à 2020, les produits chimiques soient utilisés et produits de manière à ce que les effets néfastes graves sur la santé humaine et sur l'environnement soient réduits au minimum. Comme indiqué au paragraphe 13 de la Stratégie politique globale, l'Approche stratégique a adopté cet objectif, souvent appelé « objectif 2020 », comme objectif global.

8. La Conférence a également demandé au Conseil exécutif du Programme de démarrage rapide d'évaluer ce programme, de faire un rapport sur son efficacité et sur l'efficacité de sa mise en œuvre et de formuler des recommandations à la lumière des résultats obtenus, pour examen par la Conférence à sa troisième session.

9. En conséquence, le Conseil exécutif a procédé à l'évaluation à mi-parcours du programme et a formulé des conclusions et recommandations à ce sujet (voir SAICM/ICCM.3/8). Le résumé analytique du rapport de l'examen à mi-parcours du Programme de démarrage rapide est mis à la disposition de la Conférence dans le document SAICM/ICMM.3/9 tandis que la version intégrale de ce rapport figure dans le document SAICM/ICMM.3/INF/17.

#### **IV. Mesures prises pour mettre en place les modalités financières de l'Approche stratégique**

10. Au paragraphe 10 de sa résolution II/3, la Conférence invite toutes les institutions financières concernées, notamment les institutions financières internationales existantes, y compris la Banque mondiale et les banques de développement régionales, les autres institutions financières internationales, régionales et sous-régionales ainsi que les organisations intergouvernementales, à renforcer leur appui aux activités contribuant à la réalisation des objectifs de l'Approche stratégique, y compris par des contributions en nature, dans le cadre de leurs mandats respectifs.

11. En application de la résolution II/3, le secrétariat a invité les parties prenantes à évaluer et à indiquer, par le biais d'un questionnaire, les mesures qu'elles ont prises pour mettre en place les modalités financières de l'Approche stratégique. Ce questionnaire a été distribué à 41 parties prenantes, notamment aux chargés de liaison des organisations intergouvernementales et non gouvernementales visées, aux banques régionales de développement, aux organisations d'aide bilatérale et multilatérale et aux autres institutions concernées. Il avait pour but d'identifier certaines des mesures prises depuis la deuxième session de la Conférence pour renforcer l'appui fourni aux activités destinées à réaliser l'Approche stratégique. Ont répondu au questionnaire : 8 organisations intergouvernementales, 1 gouvernement, 1 organisation non gouvernementale, 1 chercheur et 1 banque régionale de développement.

12. Un résumé des réponses au questionnaire est disponible, de même que les copies des rapports soumis par les parties prenantes ayant remis un compte rendu et la liste des parties prenantes auxquelles le questionnaire a été adressé (voir le document SAICM/ICCM.3/INF/11). Malgré le faible taux de réponse, l'information fournie dans les réponses révèle une intensification de certains efforts et certaines mesures visant à assurer une gestion internationale rationnelle des produits chimiques ainsi que l'intégration de l'Approche stratégique dans les divers programmes de travail, activités et plans. Les répondants ont donné quelques exemples prometteurs de cofinancement pour la mise en œuvre d'activités relatives à la gestion des produits chimiques, faisant appel notamment au Fonds mondial pour l'environnement (FEM), au Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, à l'aide bilatérale de pays donateurs, au Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide et à des budgets nationaux.

13. Parmi les 8 institutions financières ayant reçu le questionnaire (les banques régionales de développement et autres institutions d'aide bilatérale), seule la Banque ouest-africaine de développement y a répondu, indiquant sa volonté à collaborer à la mise en œuvre de l'Approche stratégique dans cette région. Le manque de réponses de la part du secteur financier est peut-être dû à un manque de prise de conscience du déplacement de la production et de l'utilisation des produits chimiques des pays développés vers les pays en développement, du coût de l'inaction en matière de gestion rationnelle des produits chimiques et de l'accroissement des risques d'effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement qui en découle dans les pays en développement.

14. Dans sa réponse, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies, tout en estimant n'être pas directement concerné par les questions, s'est déclaré extrêmement favorable à la mise en œuvre de l'Approche stratégique et a souligné l'intérêt du « Cadre d'action de Hyogo pour 2005–2015: pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes » comme instrument d'orientation pour cette mise en œuvre. Les participants à la Conférence peuvent consulter, pour information, le Cadre d'action de Hyogo dans le document SAICM/ICCM.3/INF/33.

15. Les résultats de la cinquième reconstitution du FEM ont été présentés à la quatrième session de l'Assemblée du FEM, réunie en mai 2010. Au titre de cette cinquième reconstitution, il est préconisé d'allouer 10 millions de dollars pour contribuer à l'objectif global de l'Approche stratégique, plus 10 millions de dollars supplémentaires pour des projets destinés à compléter ou faire progresser les

négociations relatives à un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure. L'objectif du programme du FEM relatif aux produits chimiques est identique à l'objectif global de l'Approche stratégique : promouvoir la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie de manière à ce que les effets néfastes graves sur la santé humaine et sur l'environnement soient réduits au minimum.

16. Conformément à son mandat, le FEM appuie les objectifs prioritaires de l'Approche stratégique qui procurent des avantages environnementaux à l'échelle mondiale, tels que définis dans le Plan d'action mondial de l'Approche stratégique. Parmi les activités et domaines d'activité qui pourraient bénéficier d'un appui supplémentaire du FEM en raison de leurs aspects transfrontières, figurent notamment : le transfert de technologies et la prévention de la pollution; la gestion des pesticides; le renforcement des capacités en ce qui concerne les cadres législatifs et réglementaires et l'application des dispositions législatives et réglementaires; l'adaptation en ce qui concerne les produits chimiques; les zones protégées; les sites contaminés; les métaux lourds; la minimisation et l'élimination des déchets; l'échange d'informations et le trafic illicite. Dans le cadre de la cinquième reconstitution du FEM, une stratégie relative aux produits chimiques a été élaborée, comprenant un appui aux activités liées aux polluants organiques persistants, à la gestion rationnelle des produits chimiques et à la réduction du mercure. Le document de stratégie complet du FEM propose une liste de projets susceptibles d'être appuyés par le FEM. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse : [www.thegef.org](http://www.thegef.org).

17. Concernant les activités en rapport avec l'Approche stratégique, le FEM a approuvé un projet de 1 million de dollars en Éthiopie portant sur l'investissement dans la promotion de la gestion écologiquement rationnelle des déchets de matériel électrique et électronique. Le FEM pourrait également appuyer d'autres projets relatifs à la gestion de ce type de déchets actuellement mis en œuvre en Asie et dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Il examine aussi des propositions de projet concernant d'autres questions liées à l'Approche stratégique, notamment sur les peintures au plomb et les substances chimiques dans les produits manufacturés.

18. Le FEM a également approuvé 5 projets sur le mercure d'un montant de 1 million de dollars, y compris : des projets régionaux visant à mettre en œuvre des mesures intégrées pour la réduction des rejets de mercure produits par l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali et Sénégal) et dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes (Pérou et Équateur); des projets en Chine pour l'élaboration d'un inventaire sur le mercure et la réduction des rejets de mercure émanant des fonderies de zinc; un projet en Uruguay visant à promouvoir la gestion écologiquement rationnelle des produits et déchets contenant du mercure tout au long de leur cycle de vie; et un projet au Kirghizistan destiné à réduire les risques environnementaux liés à l'extraction du mercure primaire à l'échelle mondiale et locale. L'assistance fournie par le FEM permettra également de traiter d'autres problèmes importants et pertinents posés par l'exploitation du mercure, identifiés dans le cadre du comité de négociation intergouvernemental, en vue d'établir un instrument juridiquement contraignant sur le mercure.

19. De plus amples informations à ce sujet, notamment en rapport avec le cofinancement, sont disponibles dans la communication du FEM (voir SAICM/ICCM.3/INF/35).

## **V. Études et orientations sur les coûts économiques et sociaux d'une gestion non écologiquement rationnelle des produits chimiques**

20. Dans sa résolution II/3, la Conférence encourage de nouvelles études sur les coûts économiques et sociaux d'une gestion non écologiquement rationnelle des produits chimiques, y compris sur le coût de l'inaction et les conséquences pour le secteur de la santé aux niveaux national, régional et international, afin que la réalisation des objectifs de l'Approche stratégique reçoive la priorité voulue.

21. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de ladite résolution, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié, en 2011, une étude intitulée « Knowns and unknowns on burden of disease due to chemicals: a systematic review » (Éléments connus et inconnus concernant la charge morbide due aux produits chimiques : un examen systématique), qui figure dans le document SAICM/ICCM.3/INF/13 présenté à la Conférence pour information. Les auteurs de l'étude ont passé systématiquement en revue toutes les informations disponibles sur les maladies imputables aux produits chimiques dans le monde, transmises par diverses voies, notamment par voie atmosphérique et hydrique, suite à une exposition sur le lieu de travail et par ingestion directe. L'étude montre l'importance, généralement sous-estimée, de la charge mondiale réelle des maladies imputables aux

produits chimiques et l'importance probable de la charge des cas non recensés. Cette information est utile pour les décideurs nationaux, régionaux et internationaux de différents secteurs qui ont un rôle à jouer dans la réduction de l'exposition humaine aux produits chimiques toxiques. Les auteurs estiment que les futurs travaux de recherche devraient étudier les effets des produits chimiques sur la santé des populations et les mesures préventives permettant de limiter les risques d'exposition dangereuse aux produits chimiques. Les données de l'OMS sur la charge des maladies ainsi que les travaux et la base de données de l'Organisation sur le choix d'interventions d'un bon rapport coût-efficacité (baptisée « WHO-CHOICE »)<sup>2</sup> constituent la base de l'information sanitaire utilisée dans le rapport du PNUE sur le coût de l'inaction mentionné ci-dessous.

22. Au titre de la résolution II/3, le PNUE a entrepris les activités suivantes : intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les politiques nationales de développement; évaluation des coûts de l'inaction; préparation de directives sur les infrastructures légales et institutionnelles (y compris l'utilisation d'instruments économiques); activités sur les liens entre l'environnement et la santé et les rapports de la série Global Chemicals Outlook.

## **A. Coût de l'inaction**

23. En 2010, le PNUE a lancé une initiative sur le coût de l'inaction afin d'évaluer les coûts économiques et sociaux d'une gestion non écologiquement rationnelle des produits chimiques. Cette initiative avait pour objectif de sensibiliser les responsables politiques aux avantages économiques d'une gestion rationnelle des produits chimiques, afin d'apporter de nouveaux arguments en faveur de l'intégration de la question de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans nationaux de développement et de créer des capacités pour évaluer les coûts d'une gestion inadaptée des produits chimiques aux niveaux national et international.

24. Bien que fondées sur des informations disponibles limitées, les estimations établies pour l'initiative relative au coût de l'inaction révèlent l'importance des incidences économiques d'une gestion non rationnelle des produits chimiques. Comme l'a montré le rapport sur le coût de l'inaction en matière de gestion rationnelle des produits chimiques (voir SAICM/ICCM.3/INF/14), il est possible, en appliquant certaines techniques pratiques et les précautions requises, d'extrapoler les données disponibles aux principaux secteurs du développement et à d'autres régions des Nations Unies pour déterminer le coût de l'inaction, qui représente une part significative du produit intérieur brut dans les pays en développement. Très souvent, l'application des mesures requises est retardée lorsque les décideurs financiers gouvernementaux et les industriels estiment qu'ils ne disposent pas de données suffisantes. Toutefois, en cas d'accroissement progressif des coûts engendrés par l'inaction, ces retards risquent moins de se produire.

## **B. Activités sur les liens entre l'environnement et la santé**

25. Le PNUE mène, en collaboration avec l'OMS, des activités portant sur les liens entre l'environnement et la santé, qui visent à assurer une coopération étroite entre les ministères de l'environnement et de la santé sur le changement climatique et la gestion des produits chimiques dans la région africaine. Un cadre de gestion des produits chimiques pour l'Afrique est en cours d'élaboration et sera soumis à l'examen de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement à sa quatorzième session et au Comité régional pour l'Afrique de l'OMS à sa soixante-deuxième session. Il a pour but de renforcer les capacités techniques et institutionnelles des pays africains pour appuyer des mesures spécifiques visant à réduire les risques pour la santé et l'environnement résultant d'une gestion non écologiquement rationnelle des produits chimiques.

## **C. Rapport Global Chemicals Outlook**

26. Le rapport Global Chemicals Outlook a été conçu pour refléter les points marquants des travaux entrepris dans le cadre des activités d'intégration et, ainsi, agir sur les causes profondes de la dégradation de la santé humaine et de l'environnement; pour définir un argumentaire économique incluant le coût de l'inaction; pour évaluer les avantages potentiels et comparés de l'action; et pour proposer des choix de politique et de gestion et des mesures pour promouvoir et mettre en œuvre des alternatives plus sûres. Il a également pour objectif de fournir une base pour l'établissement futur des priorités internationales et pour concevoir des activités dans le domaine des substances dangereuses, y compris un cadre continu et cohérent pour l'évaluation et la définition de priorités parmi les problèmes posés par les substances chimiques, tels que les problèmes émergents identifiés comme sujets de préoccupation. La présentation officielle du rapport aura lieu le 5 septembre 2012 au Bureau des Nations Unies, à Genève. Les participants à la Conférence peuvent le consulter dans le document SAICM/ICCM.3/INF/15.

## **VI. Efforts d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie**

27. Le rapport sur l'état de l'initiative de partenariat entre le PNUD et le PNUE pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification du développement figure dans le document SAICM/ICCM.3/INF/10. Les informations qu'il contient sont basées sur les enseignements tirés des expériences des pays où le partenariat a été mis en œuvre et a fait l'objet d'une évaluation indépendante, notamment sur les résultats des projets d'intégration menés au Belize, au Cambodge, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, en Ouganda et en Zambie. Il présente des informations actualisées sur les progrès de l'initiative de partenariat, notamment les leçons apprises et les orientations futures. Les recommandations ci-après concernant l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les politiques et plans de développement sont extraites de ce rapport :

- a) De nombreux éléments tendent à démontrer que les pays qui appliquent l'approche d'intégration en tirent des avantages considérables.
- b) Il y a lieu de poursuivre l'appui financier apporté à ce domaine d'activité dans le cadre de l'Approche stratégique.
- c) Les projets d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques devraient être étroitement associés à d'autres initiatives favorisant la prise en compte des préoccupations environnementales et sanitaires dans la planification du développement afin d'optimiser l'impact de ces projets au niveau national.
- d) De nouvelles études devraient être réalisées afin de mieux définir les coûts de l'inaction et les avantages économiques de la gestion rationnelle des produits chimiques, en particulier dans les secteurs qui utilisent ces produits de façon intensive.
- e) Les activités de sensibilisation des responsables politiques aux projets relatifs à l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques devraient être amplifiées afin de créer une demande pour des analyses économiques approfondies évaluant les coûts et avantages escomptés des plans proposés et d'établir un argumentaire solide en faveur de l'investissement dans l'amélioration de la gestion rationnelle des produits chimiques.

28. En outre, dans le cadre de ses activités d'intégration, le PNUE a conçu des directives sur la mise en place d'infrastructures légales et institutionnelles. Ces directives ont pour but de fournir une aide pratique aux responsables politiques sur les éléments cruciaux des législations nationales et des dispositions institutionnelles à adopter en vue d'instaurer une gestion rationnelle des produits chimiques, y compris les mesures d'appui financier. Ces directives incluent la prise en considération des structures dont les pays ont généralement besoin et celles qui sont nécessaires pour améliorer les systèmes existants. Bien qu'elles soient conçues de manière générale pour tenir compte des contextes nationaux, ces directives sont adaptées aux conditions spécifiques des pays en développement et des pays à économie en transition. Elles sont actuellement testées dans plusieurs pays pilotes. Ces directives figurent dans le document SAICM/ICCM.3/INF/12.

29. Dans ses conclusions et recommandations formulées à la lumière de l'évaluation à mi-parcours du Programme de démarrage rapide et présentées à la Conférence, le Conseil exécutif reconnaît certaines des difficultés auxquelles de nombreux pays se trouvent encore confrontés lors de l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie dans tous les secteurs concernés et a recommandé à la Conférence d'envisager des moyens de promouvoir cette intégration (voir SAICM/ICCM.3/8).

## **VII. Approche intégrée du financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets**

30. À sa première réunion, le Groupe de travail à composition non limitée a créé un groupe de contact sur les questions financières et l'assistance technique. Les premiers travaux de ce groupe de contact ont été consacrés à la question des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des activités jusqu'en 2020. Le groupe a ensuite examiné les liens et les éléments du processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets en rapport avec l'Approche stratégique. Les co-présidents du groupe de contact ont préparé un document résumant les vues exprimées au cours des débats du groupe. Le Groupe de travail a décidé de le présenter en tant que document de travail à la troisième session de la Conférence (voir le document SAICM/ICCM.3/11). Les co-présidents ont également soumis leur résumé au Directeur exécutif du PNUE pour examen,

comme contribution à la finalisation de son rapport au Conseil d'administration du PNUE concernant les résultats du processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets.

31. En application de la décision SS.XI/8 du Conseil d'administration relative aux consultations sur les options possibles de financement pour les produits chimiques et les déchets, le Directeur exécutif a présenté son rapport sur les résultats du processus consultatif au Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire en février 2012.<sup>3</sup> Par la suite, dans sa décision SS.XII/4 relative aux consultations sur les options possibles de financement pour les produits chimiques et les déchets, le Conseil d'administration a prié le Directeur exécutif de préparer, pour examen et décision éventuelle par la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à sa troisième session en 2012 et par le Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, à sa vingt-septième session en 2013, un projet de proposition sur une approche intégrée du financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets et de solliciter des avis à ce sujet en menant des consultations.

32. La Conférence sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur une proposition relative à une approche intégrée du financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, présenté pour examen (voir SAICM/ICCM.3/12).

33. La Conférence est invitée à se rappeler et à examiner le contenu des débats menés par le Groupe de travail à composition non limitée à sa première session, à examiner la proposition du Directeur exécutif du PNUE relative à une approche intégrée du financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets et à envisager d'adopter une décision sur le financement immédiat et à long terme de l'Approche stratégique.

## **VIII. Résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et leur intérêt pour le financement de la mise en œuvre de l'Approche stratégique**

34. Bien que sa mise en œuvre ne fasse l'objet d'aucune disposition juridiquement contraignante, l'Approche stratégique a été entérinée par les chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet mondial pour le développement durable tenu à Johannesburg en 2002 et au Sommet mondial de 2005, tenu à New York. Au paragraphe 11 de la Déclaration de Dubaï sur la gestion internationale des produits chimiques, les ministres, chefs de délégation et représentants de la société civile et du secteur privé ont renouvelé l'engagement indéfectible, pris dans l'Action 21 et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable, de promouvoir la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie ainsi que celle des déchets dangereux. L'adoption de la Stratégie politique globale au paragraphe 12 de la Déclaration de Dubaï constitue un engagement ferme à l'égard de l'Approche stratégique et de sa mise en œuvre.

35. Les participants à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, ont souligné la nécessité d'une gestion rationnelle des produits chimiques et ont reconnu qu'un financement à long terme et adéquat constituait un élément essentiel pour parvenir à une gestion rationnelle de ces produits et des déchets, en particulier dans les pays en développement. Ils ont lancé un appel en faveur d'une mise en œuvre effective et d'un renforcement de l'Approche stratégique dans le cadre d'un système solide, cohérent, efficace et rationnel destiné à assurer la gestion rationnelle des produits chimiques tout au long de leur cycle de vie, notamment en vue de relever les défis nouveaux.

36. Les participants à la Conférence ont pris note des vives préoccupations que suscite le manque de moyens dans de nombreux pays, notamment dans les pays les moins avancés, pour assurer une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets tout au long de leur cycle de vie, insistant sur la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités, notamment par le biais de partenariats, de l'assistance technique et de structures de gouvernance améliorées. Ils ont encouragé les pays et les organisations qui ont progressé sur la voie d'une gestion rationnelle des produits chimiques à l'horizon 2020 à aider les autres pays en partageant avec eux leurs connaissances, leur expérience et leurs bonnes pratiques. L'Approche stratégique fournit un mécanisme permettant de partager ces informations de manière efficace et coordonnée.

---

3 Voir UNEP/GCSS.XII/8.

37. Les participants à la Conférence se sont félicités des partenariats public-privé entre les milieux industriels, les gouvernements, les milieux universitaires et la société civile, qui visent à renforcer les capacités et les techniques propres à assurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets, y compris la prévention de la production de déchets, et ont demandé la poursuite de ces partenariats ainsi que la mise en place d'autres partenariats public-privé innovants. Ils ont encouragé la mise au point de solutions écologiques et plus sûres propres à remplacer les substances chimiques dans les produits et les procédés, notamment en privilégiant les analyses d'impact du cycle de vie des produits, l'information, la responsabilité élargie des producteurs, la recherche et le développement, l'écoconception et la mise en commun des connaissances, selon qu'il conviendra.

38. Un dialogue de haut niveau sur le renforcement de l'Approche stratégique est prévu au point 4 de l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques. Ce dialogue sera centré sur les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et d'autres initiatives importantes, telles que celles lancées en association avec le Forum partenaire pour le développement durable de Stockholm+40, privilégiant 8 domaines qui pourraient être renforcés au cours des 8 années à venir jusqu'à l'échéance de 2020. Les conclusions du rapport Global Chemical Outlook pourront servir à établir des orientations stratégiques pour la formulation de recommandations sur les domaines d'activité que doit aborder la Conférence.

## IX. Conclusions

39. La mise en œuvre de l'Approche stratégique est entrée dans une phase importante où des mesures précises sont prises pour assurer une gestion rationnelle des produits chimiques dans les pays en développement. On a observé, depuis la deuxième session de la Conférence, une intensification des efforts et des mesures en faveur d'une gestion internationale rationnelle des produits chimiques. Il y a des leçons à tirer de l'expérience de l'Approche stratégique, en particulier de son recours à une démarche intégrée de la mise en œuvre. De par sa nature multipartite et multisectorielle, l'Approche stratégique intègre d'ores et déjà les différentes voies envisagées par le processus consultatif, dont la prise en compte des préoccupations concernant les produits chimiques et les déchets dans les plans nationaux de développement, un rôle actif de l'industrie et des autres parties prenantes non traditionnelles, avec notamment des partenariats pour la mise en œuvre de la gestion rationnelle des produits chimiques et un fonds d'affectation spéciale destiné à appuyer les activités habilitantes initiales.

40. Au fur et à mesure de la mise en œuvre de l'Approche stratégique, l'intégration de nouvelles questions dans le Plan d'action mondial sera suggérée, de nouvelles questions de politique générale seront proposées et de nouvelles initiatives seront prises, telles que la mise en œuvre de la stratégie de l'Approche stratégique dans le secteur de la santé. S'il importe d'aborder ces questions, des ressources doivent être disponibles pour mener à bien les activités relatives aux questions déjà retenues. Un apport soutenu de ressources pour appuyer le travail du secrétariat est vital pour qu'il puisse mener à bien de façon efficace et rationnelle les tâches que lui a assignées la Conférence. Il faudra probablement mobiliser des sources de financement nouvelles et non conventionnelles, notamment auprès d'organismes d'aide bilatérale et des institutions financières internationales existantes, pour maintenir la dynamique en faveur d'une gestion rationnelle des produits chimiques, compte tenu de l'« objectif 2020 ».

41. Les mesures adoptées à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable ont donné l'impulsion politique nécessaire pour la mise en œuvre de l'Approche stratégique et la Conférence devrait mettre à profit cet élan pour définir les domaines prioritaires qui ont besoin d'être renforcés et examiner d'autres moyens possibles de financement durable pour pouvoir atteindre l'« objectif 2020 ».